

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1926.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1926 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PIÉRARD.

MESSIEURS,

La ratification récente, par la Chambre, des accords de Locarno (1^{er} décembre 1925) et de l'accord de Washington (18 août 1925) consolidant nos dettes vis-à-vis des États-Unis d'Amérique a écarté de nos préoccupations immédiates deux des grandes questions qui dominaient notre politique extérieure. Venant après le protocole de Londres (août 1924) et l'accord financier de Paris (14 janvier 1925), qui, par la consécration et la mise en œuvre du plan Dawes, ont apporté une solution que nous espérons durable au problème des réparations, les accords de Locarno ont résolu, pour quelque temps tout au moins, le problème non moins angoissant de la sécurité et du maintien de la paix en Europe. On l'a dit avec raison : ces accords ne sont que la mise en œuvre du pacte de la Société des Nations à laquelle nous avons adhéré en signant le Traité de Versailles. Ils précisent la procédure de conciliation et d'arbitrage qui est esquissée dans les articles 12 à 15 du *covenant*.

En ce qui nous concerne, on peut dire que le pacte rhénan nous a donné le statut international qui nous faisait défaut depuis l'abrogation du Traité de 1839. Nous obtenons, en dehors de l'accord militaire défensif avec la France que nous avions déjà, la garantie de la Grande-Bretagne que nous recherchions avec tant d'obstination depuis la fin de la guerre et celle de l'Italie qui n'était point, et pour cause, partie au Traité de 1839. La signature de l'Allemagne vient s'ajouter à celles de ces puissances. Nous sommes devant un système d'assurance mutuelle qui n'est dirigé contre personne en particulier. Il est bon d'ajouter, pour être complet, que si notre sécurité est ainsi contractuellement garantie, nous renonçons, d'autre part, au principe de la neutralité permanente. Cela, non point dans un esprit

(1) Budget, n° 4 v.

Amendements, n° 117.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Brunet, était composée :

1^o des membres de la *Commission des Affaires Étrangères* : MM. Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Franck, Hubin, Hymans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercammen, Winandy.

2^o Six membres nommés par les Sections : MM. de Liedekerke, Verachtert, Piérard, Somerhausen, Vanden Evude (O.) et Dejardiu.

d'aventure, mais au contraire avec la conviction qu'en substituant à la neutralité obligatoire le système consacré par les accords de Locarno, nous servons mieux la cause de la paix en travaillant à assurer notre sécurité.

AU LENDEMAIN DE LOCARNO.

Le Parlement français, à n'en pas douter, va ratifier bientôt, après le nôtre, après le Reichstag, après les Parlements italien et britannique, les accords de Locarno. L'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations apparaît comme une condition *sine qua non* de leur mise en vigueur. En dépit de luttes politiques intérieures très vives, l'Allemagne vient de demander son admission dans la Société des Nations. La question sera débattue à Genève le mois prochain.

Depuis la Conférence de Locarno, les puissances représentées à la Haute Commission interalliée de Coblenz, d'accord avec la Conférence des Ambassadeurs et le Comité Militaire de Versailles ont décidé l'évacuation de la première zone d'occupation rhénane. A la date du 31 janvier, cette zone, dite de Cologne, était entièrement évacuée.

Et cela sans que le Gouvernement du Reich eût strictement rempli toutes les obligations qu'il avait assumées en exécution des clauses du Traité de Versailles relatives au désarmement de l'Allemagne. Il est hautement désirable qu'à la bonne volonté dont on vient de lui donner de nouvelles preuves, il réponde, pour employer un mot mis à la mode Outre-Rhin, par des manifestations d'un esprit vraiment *locarniste*. Cet esprit, l'esprit de paix, qui comporte un désarmement moral plus important peut-être que l'autre, il n'a point définitivement vaincu en Allemagne les forces mauvaises.

Un procès comme celui de la « Schwarze Reichswehr », et les sévices dont sont menacés Outre-Rhin certains citoyens courageux qui dénoncent les armements clandestins sont des symptômes dont s'inquiètent les plus fervents partisans de la politique commencée en 1924 et qui a trouvé son couronnement à Locarno.

LE PROBLÈME DU DÉSARMEMENT.

Le peuple allemand accepterait-il de faire une guerre de revanche ? L'Allemagne pourrait-elle faire la guerre ? Comment l'Allemagne pourrait-elle faire la guerre ? Telles sont les différents points sur lesquels ont porté les investigations de la commission militaire interalliée de contrôle en Allemagne. Nous croyons qu'à la première question un observateur familiarisé avec l'étude des mouvements politiques et sociaux et de l'évolution morale du peuple allemand depuis la guerre, donnera toujours plus facilement une réponse que des officiers plus attentifs d'ordinaire à des questions d'effectifs et d'armement. Mais dès qu'il s'agit de ces éléments matériels, des possibilités, du « potentiel » militaire de l'Allemagne, on peut avoir confiance dans la commission de contrôle, en attendant qu'elle soit dissoute. Le désarmement de l'Allemagne, qu'elle surveille, n'a été prévu dans le Traité de Versailles qu'à la manière d'un prélude au désarmement général. La partie V du Traité (clauses militaires, navales et aériennes), débute par ce préambule : « En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées ».

Il faut que les peuples vainqueurs dans la Guerre de 1914 à 1918 abandonnent l'idée d'un désarmement unilatéral. Au lendemain de Locarno, la question du désarmement est de celles qui s'imposent avec le plus de netteté à l'attention des

Gouvernements et de la Société des Nations. La France a montré qu'elle était prête à l'aborder. Au Parlement Britannique, le 2 février dernier, dans la discussion de l'adresse à faire en réponse au Discours du Trône, le premier ministre, M. Baldwin, a déclaré : « Nous allons nous efforcer de tout cœur, de remplir l'engagement pris au sujet du désarmement et du Pacte de la Société des Nations ».

Il a été question, à notre Commission des affaires étrangères, à l'occasion de l'examen de ce budget, de la conférence qui va discuter ce problème du désarmement, disons plus exactement : de la réduction des armements. On a été unanime à enregistrer avec satisfaction l'adhésion à cette future conférence des États-Unis d'Amérique et celle, très probable, de la Russie des Soviets. En ce moment, il est vrai, il n'est question pour une époque plus ou moins rapprochée (la première quinzaine de mai vraisemblablement) que d'une conférence préliminaire où l'on arrêtera le plan des travaux de ces importantes assises.

Nous ne pouvons songer à faire ici un historique complet de la question du désarmement depuis l'armistice. Qu'il nous suffise de rappeler qu'elle a toujours été intimement liée au problème de la sécurité. La résolution XIV votée dans la troisième session de la Société des Nations le proclame nettement. C'est même la Commission temporaire mixte des armements de la Société des Nations qui prépara le projet de traité d'assistance mutuelle (œuvre de Lord Robert Cecil et du colonel Requin) avant le Protocole de Genève et les accords de Locarno.

La sixième assemblée de la Société des Nations, en septembre 1925, vota une résolution qui invitait le Conseil, en s'inspirant de l'article 8 du Pacte, à procéder à une étude préparatoire pour l'organisation d'une Conférence en vue de la réduction et de la limitation des armements. On y prévoyait la convocation de cette Conférence, lorsque des conditions satisfaisantes auraient été assurées du point de vue de la sécurité générale.

Après les accords de Locarno, le Conseil jugea qu'il convenait d'aviser immédiatement aux préparatifs nécessaires. Il convoqua, pour le 3 décembre 1925, le Comité du Conseil avec mission d'examiner l'ensemble des questions posées par les résolutions de l'Assemblée, notamment l'organisation et le fonctionnement de l'organisme chargé des travaux préparatoires de la Conférence ainsi que la détermination des questions qu'il convient de soumettre à une étude préparatoire. Ce Comité établit un plan, approuvé par le Conseil de la Société des Nations dans sa dernière session.

La Commission préparatoire est composée de représentants des États membres du Conseil de la Société des Nations, des représentants de pays qui se trouvent vis-à-vis du problème du désarmement dans une situation spéciale par suite de leur position géographique : la Bulgarie, la Finlande, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. L'Allemagne, les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sont également invitées à faire partie de la Commission. Tout État non représenté à la Commission, a la faculté de lui présenter des notes.

La Commission établira les propositions à présenter au Conseil, en collaboration avec la Commission permanente consultative des armements pour tout ce qui concerne l'aspect technique, militaire, naval et aérien des problèmes envisagés — et avec une Commission mixte pour ce qui concerne l'aspect économique de ces mêmes problèmes.

Cette Commission mixte comprendra deux membres de l'organisation économique et de deux membres de l'organisation du transit de la Société des Nations ;

deux membres du groupe patronal et deux membres du groupe ouvrier du Conseil d'administration du Bureau International du Travail, et tous les experts dont elle pourrait avoir besoin.

Le programme des questions à étudier porte notamment sur la définition des armements ; de la réduction et de la limitation des armements ; sur la possibilité de comparer les armements d'un pays avec ceux d'un autre ; sur les armements « offensifs » et les armements « défensifs » ; sur les principes qui permettent d'établir des proportions entre les armements qui pourraient être attribués aux pays ; sur les avions civils et militaires ; sur le désarmement dans ses rapports avec la sécurité régionale, et sur la possibilité de rechercher, pour aider à la détermination de la réduction des armements, les procédés propres à faciliter la mise en œuvre rapide au moment où se produirait une agression, du mutuel appui économique et militaire prévu à l'article 16 du Pacte.

Il y a lieu de noter que pour fixer la proportion des armements des divers pays, on aura égard à ce que l'on a appelé le potentiel de guerre des différents États, c'est-à-dire leur puissance démographique, économique et industrielle. (Nombre d'habitants, ressources, situation géographique, longueur et nature des communications maritimes, densité et caractère des chemins de fer, frontières vulnérables et grands centres vitaux proches des frontières, etc.).

REPRISE DES RELATIONS AVEC LA RUSSIE.

Dans certaines des sections de la Chambre qui ont examiné le budget, il a été question, à cette occasion, de la reprise des relations avec la Russie.

Après les conférences de Gènes et de La Haye (1922), le problème avait été écarté momentanément de nos préoccupations. Mais depuis lors, un nombre considérable de pays, dont la France, ont conclu des accords avec la République des Soviets.

Nous ne voulons pas répéter longuement quel intérêt politique supérieur commande, pour le maintien de la paix du monde, que l'Europe occidentale reprenne des relations normales et suivies avec un immense pays de plus de 160 millions d'habitants dont nous n'avons pas ici à juger le régime intérieur. Il n'a rien à gagner à rester en dehors de l'orbite et du rythme de la vie européenne. Nous n'avons rien à gagner non plus à le voir séparé de nous par une muraille de Chine.

Au lendemain de la signature des accords de Locarno, M. Benès, Ministre des affaires étrangères de la République tchéco-slovaque, s'exprimait comme suit : « J'estime qu'on arrivera à un second Locarno, où l'Europe entière s'entendra avec la Russie, et j'ajoute : ce sera pour le plus grand bien de la Russie et de l'Europe ».

On sait quelle est la position spéciale qu'occupe notre pays vis-à-vis de la Russie, position très différente de celle de la France. Des capitaux belges considérables avaient été investis dans des affaires industrielles en Russie, avant la guerre. Les entreprises belges dans ce pays sont évaluées à 2 milliards 1/2 en franc-or.

Bien des arrangements sont possibles pour les sociétés belges exploitant en Russie dont le Parlement belge a prolongé récemment l'existence légale. Quoi qu'il en soit, à côté des intérêts, si respectables qu'il soient, de ces sociétés et de leurs porteurs d'actions, ou des travailleurs belges qui ont laissé des économies en Russie, il en est d'autres dont il y a lieu également de tenir compte. Nous songeons à ces Belges, de plus en plus nombreux, qui veulent commercer

avec la Russie et même qui ont commencé à le faire, à leurs risques et périls, sans être protégés par un traité de commerce ou des relations diplomatiques normales. Dès à présent, des maisons d'Anvers achètent en Russie du blé, du bois, du lin. Quelques usines belges ont commencé à exporter là-bas des tissus. Quelques bateaux sont venus de Leningrad à Anvers ou à Gand. Ce sont là des faits qui parlent plus haut que les controverses théoriques. Il vaut mieux en tenir compte et les sanctionner le plus tôt possible par des conventions. Deux méthodes s'offrent à nous : ou bien reconnaître d'abord et discuter ensuite les questions litigieuses ou négocier préalablement et reconnaître ensuite si l'on tombe d'accord.

M. le Ministre des Affaires étrangères a exposé, le 30 juin dernier, à la Chambre des Représentants, à quelles conditions il estimait que la Belgique devait reconnaître le gouvernement des Soviets.

Il n'est pas douteux que cette reconnaissance soulève encore de vives résistances dans une partie de l'opinion publique belge, dont certains membres de la Chambre se sont fait l'écho, et il paraît désirable de préparer cette opinion par un développement des relations commerciales, qui serait dans l'intérêt des deux pays. A noter que la Tchéco-Slovaquie qui n'avait d'abord fait avec la Russie des Soviets qu'un accord commercial, s'appête en ce moment à passer à la reconnaissance diplomatique.

Si nous sommes bien informés, M. le Ministre des Affaires étrangères se propose d'examiner avec des représentants soviétiques dans quelle mesure il serait possible de favoriser la reprise de relations par un arrangement commercial.

Interrogé le 15 décembre dernier, à Paris, par le correspondant de l'agence télégraphique belge, M. Tchitcherine, commissaire aux Affaires étrangères de l'U. R. S. S., a naturellement déclaré que la reconnaissance *de jure* devait précéder la conclusion d'accords commerciaux et qu'il ne pouvait dès à présent prendre d'engagements au sujet des entreprises belges en Russie. Il s'est montré prêt néanmoins à examiner chaque cas en particulier. Il a insisté enfin, sur l'importance que l'U. R. S. S., attache à l'obtention de crédits de l'étranger. Tous ceux qui ont commercé en Russie ces temps derniers disent que cette question du crédit tient autant de place dans les tractations qu'ils ont avec l'office du commerce extérieur, que dans les négociations que le gouvernement des Soviets poursuit avec d'autres gouvernements.

LE TRAITÉ HOLLANDO-BELGE.

Un membre de la Commission a demandé où nous en étions dans nos relations avec les Pays-Bas.

Un traité hollando-belge a été signé le 3 avril 1925, par MM. Hymans et van Karnebeek et doit être soumis à la ratification du Parlement belge et des États généraux. Le Gouvernement néerlandais ayant signalé au Gouvernement belge les interprétations erronées auxquelles donnait lieu aux Pays-Bas le texte de ce traité, lui a demandé de bien vouloir préciser certains points en vue de faciliter l'adoption du traité par le Parlement de La Haye. Le Gouvernement belge a accepté de causer à ce sujet et des pourparlers sont en cours en ce moment.

Après l'émotion qui se manifesta il y a quelques années, l'opinion belge semble s'être ralliée avec résignation au projet de convention actuel qui est surtout une convention technique sur les voies d'eau, actuelles et futures, communes aux deux pays, la question de Wielingen restant entière. Certes, il subsiste chez

nous des oppositions assez vives. (Cf. l'article que M. Hervy-Cousin a publié dans la *Revue générale* il y a quelques mois.)

Mais dans l'ensemble de notre peuple, il y a le très sincère désir de sortir enfin de la confusion et de l'incertitude, de mettre fin à de trop longues discussions entre deux pays qui, on l'a dit souvent, sont complémentaires et ont intérêt, l'un et l'autre, à entretenir des relations de bon voisinage.

LA CONVENTION BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

Il a été question également à la Commission du budget de notre convention économique avec le Luxembourg et de certaines difficultés que nous rencontrons dans son application. Déjà, le 17 juillet dernier, à la Chambre, dans la discussion du budget de 1925, l'honorable rapporteur, M. Standaert, s'exprimait ainsi à propos de la convention d'union économique :

« La Belgique peut consentir à mettre beaucoup d'huile dans les rouages, mais elle ne peut consentir à en remplacer aucun ».

Comme on le sait, des *pourparlers sont actuellement engagés entre le Gouvernement belge et le Gouvernement luxembourgeois.*

Parmi les principales questions faisant l'objet de ces négociations nous citerons :

1°. *La question ferroviaire.* — L'exploitation du réseau ferré luxembourgeois à voie normale doit, en vertu de l'article 24 du Traité, faire l'objet d'un arrangement belgo-luxembourgeois. La convention conclue, à ce sujet, entre les deux Gouvernements, en 1924, ayant été rejetée par le Parlement grand-ducal, M. Prüm vient de formuler au Gouvernement belge certaines suggestions quant aux bases d'un nouvel accord. En liaison étroite avec les autres Départements intéressés, le Ministère des Affaires Étrangères met au point, en ce moment, des formules précises qui seront communiquées prochainement au Gouvernement grand-ducal.

2°. *La question financière.* — Conformément à l'art. 22 du Traité, le Grand-Duché a conclu, en Belgique, un emprunt de 175 millions de francs destiné à permettre le retrait des bons d'État provisoires émis au Luxembourg, en remplacement des marks. Le Gouvernement grand-ducal s'est plaint de ce que la charge d'intérêts qui lui est imposée par l'art. 22, soit le 1/3 de la charge totale de 6 p. c., donc 2 p. c., est trop lourde pour les finances du pays. D'accord avec le Ministère des Finances, le Département recherche une solution qui, tout en laissant intactes les stipulations du Traité, accorderait au Grand-Duché certains avantages qui rendraient cette charge moins lourde.

3°. *Tarifs de transport.* — L'extension aux produits métallurgiques luxembourgeois des tarifs réduits accordés, en Belgique, aux produits similaires belges pour leur exportation par Anvers, est conditionnée, par l'art. 3 du Traité, à « un juste équilibre dans les conditions d'approvisionnement en matières premières et d'écoulement de la production » pour les deux industries. La Commission paritaire prévue au dit article n'étant pas parvenue à établir si cet équilibre existait ou non, et chacune des deux industries se déclarant défavorisée vis-à-vis de l'autre, le Gouvernement belge a formulé certaines propositions transactionnelles. Celles-ci ont été repoussées et la question sera donc soumise à l'arbitrage prévu à l'art. 3 et à l'art. 28 du Traité.

4°. *La question agricole.* — Un léger différend s'était élevé au sujet du mode

de calcul du subside qui, en vertu de l'art. 14, doit être prélevé sur les recettes douanières communes en faveur des agriculteurs luxembourgeois. Ce différend vient d'être réglé à la satisfaction du Grand-Duché, par un arrangement de durée limitée à 5 ans (jusqu'en 1927).

5°. *Droits sur les alcools.* — L'application moins stricte des nouveaux droits d'accises sur les alcools, dans le Grand-Duché, ainsi que les fraudes importantes constatées dans ce pays, ont permis à des distillateurs luxembourgeois d'introduire, en Belgique, des quantités considérables d'eaux-de-vie à des conditions empêchant toute concurrence de nos propres industriels. Il en est résulté, du fait même, « un manque à gagner » très sérieux pour la recette des accises belges. Des fonctionnaires des deux pays examinent, en ce moment, le moyen de remédier à cette situation.

6° Les pourparlers portent, en outre, sur différentes autres questions, et notamment :

a) L'application et le mode de perception de la taxe luxembourgeoise d'importation, pour ce qui concerne nos produits ;

b) Le mode de consultation du Grand-Duché dans l'élaboration des traités de commerce encore à conclure ;

c) La simplification des formalités prévues par notre législation douanière ;

Certaines questions ont déjà été résolues, entre autres :

a) L'unification dans la mesure du possible des taxes postales en vigueur dans le territoire de l'Union douanière ;

b) L'application simultanée, dans les deux pays, des mesures éventuelles de restriction à l'importation et à l'exportation de certains produits.

RELATIONS FRANCO-BELGES.

Le Gouvernement français ayant projeté récemment de relever certains de ses droits de douane, M. le Ministre des Affaires étrangères s'est rendu à Paris pour signaler la répercussion que ce relèvement de droit aurait sur notre commerce d'exportation déjà rendu plus difficile par la dépréciation momentanée de la devise de nos voisins et amis et sur l'application du *modus vivendi*. Des négociations sont en cours entre les deux gouvernements.

Dans l'une des sections de la Chambre, un membre a demandé que l'on négocie avec le Gouvernement de la République française en vue d'arriver à un régime de réciprocité dans l'application des lois sur les pensions de vieillesse. Il convient de faire remarquer qu'un tel régime existe dès à présent en ce qui concerne la pension des ouvriers mineurs.

Les douloureux événements qui se sont produits dans les derniers jours de 1925 et au début de cette année, ont attiré notre attention sur un autre domaine où il conviendrait, selon nous, de rechercher une efficace collaboration de deux gouvernements. Le terrible désastre que furent les inondations pour nos deux pays comporte quelques leçons. Il est probable que si certains travaux étaient faits dans les vallées de la Meuse, de l'Escaut et de leurs affluents, en territoire français, certaines régions de notre pays auraient moins à souffrir, périodiquement, de la crue rapide de ces cours d'eau. Et, réciproquement, certains travaux à effectuer chez nous, en même temps qu'ils protégeraient nos nationaux, épargneraient de véritables calamités à nos voisins et amis français. Nous ne voulons illustrer que d'un exemple ce que nous venons de dire. L'inondation a été particulièrement grave par son étendue, sinon par ses effets destructeurs, dans la région-frontière

de Condé, Vicq, Saint-Aybert, Thivencelles, Hensies, Montroëul, au confluent de l'Escaut et de la Haine, au sud du canal de Mons. Il y eut là une nappe de plus de mille hectares d'eau d'un seul tenant. Chaque année, cette région est inondée. Or, ses habitants, ceux qui la connaissent bien, assurent que si la France et la Belgique s'entendaient pour faire certains travaux, on pourrait atténuer la fréquence et la gravité de ces inondations. Souhaitons que les techniciens des deux pays s'entendent à bref délai. Une remarque analogue pourrait être faite en ce qui concerne l'écoulement des eaux vers la Hollande. Il y a été fait allusion dans l'une des sections de la Chambre, lors de l'examen du budget.

LA RÉORGANISATION DU DÉPARTEMENT.

Un membre, appuyé par un de ces collègues, a formulé les observations suivantes au sujet des réformes apportées par le Ministre des Affaires étrangères dans l'organisation de son Département :

« Le Ministre a séparé les fonctions de la Direction des affaires politiques et celles de la Direction des affaires commerciales; il a bien fait, ces attributions cumulées étant fort lourdes pour un seul agent, quel que soit son mérite. Pour maintenir l'unité et coordonner l'action, il a ensuite, reprenant une idée qu'avait autrefois réalisée M. Hymans et à laquelle renonça M. Jaspar, institué une Commission diplomatique qu'il a placée très heureusement sous la présidence d'un diplomate éminent, le baron Beyens, ancien ambassadeur et ancien Ministre des Affaires étrangères.

» Il y a lieu de remarquer que cette Commission est établie par un arrêté royal distinct de celui qui réorganise le Département. Cependant composée en majorité de fonctionnaires et n'ayant qu'un rôle consultatif, elle doit être, semble-t-il, considérée comme un rouage de l'administration interne du Département. S'il en était autrement, sa mission pourrait avoir pour effet de couvrir le Ministre et de le décharger de sa responsabilité ».

Le même membre, tout en déclarant professer pour les personnes en cause autant d'estime que de sympathie, a regretté la nomination, comme membre de la Commission diplomatique, d'un homme politique, siégeant dans une de nos assemblées législatives, occupant dans un grand parti une place en vue et rédacteur d'un important journal de la capitale. Il est, à son avis, contraire au principe de la séparation des pouvoirs, d'associer un parlementaire à la direction administrative et gouvernementale et de lui conférer ainsi une influence privilégiée en l'appelant à connaître des affaires diplomatiques les plus importantes et les plus délicates et à exercer une action sur leur conduite et leur solution.

Enfin, le même membre a exprimé des réserves au sujet de la nomination aux fonctions *ad interim* de Directeur Général du Commerce extérieur, « d'une personnalité dont il connaît les mérites, mais qui s'occupe d'importantes entreprises privées, et que le Ministre place temporairement à la tête d'un service spécial comptant des fonctionnaires d'expérience et de talent. »

L'auteur des observations qui précèdent a tenu à faire remarquer qu'il n'était guidé que par des raisons qui touchent aux principes de l'ordre administratif et de la séparation des pouvoirs.

Nous nous sommes informés de l'esprit dans lequel le Ministre actuel a créé la nouvelle commission.

La Commission diplomatique n'a pas seulement pour objet de réaliser le contact et l'unité d'action entre les deux grandes directions générales du Département, mais encore de permettre au Ministre de bénéficier, pour la discussion des grands

problèmes, de la compétence de certaines personnalités particulièrement autorisées. Le rôle de cette commission demeure purement consultatif. Le Ministre n'entend lui céder, ni lui déléguer aucune partie de ses pouvoirs, et la qualité de membre de la commission n'implique aucune subordination.

On ne voit donc pas en quoi l'attribution de pareilles fonctions à un parlementaire serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs.

Il n'est pas inutile d'ajouter qu'à différentes reprises, au cours de ces dernières années, des députés et sénateurs se sont vu confier certaines missions à l'étranger ou ont représenté, d'une façon prolongée, le Gouvernement au sein d'organismes internationaux, sans que jamais nul n'ait songé à y voir une méconnaissance du principe de la séparation des pouvoirs. Quant au fait que le membre de la commission visé collaborerait, comme d'autres parlementaires, à des journaux, il n'en pourrait résulter des inconvénients que si ce membre, à la personnalité duquel on a tenu à rendre hommage, manquait au tact et à la discrétion que lui imposent naturellement ses rapports avec le Département.

Enfin, en faisant appel, à titre temporaire, au concours d'une compétence spéciale pour la Direction générale du Commerce, on n'a nullement voulu mettre en doute l'expérience et le talent des fonctionnaires de l'administration, mais il a paru utile, pour augmenter le rendement réel des services et resserrer les liens de confiance collaboration qui doivent exister entre eux et les exportateurs, d'appeler temporairement à la direction du Commerce une personnalité du monde des affaires.

Nous ne voulons ajouter qu'un mot au sujet de l'éminent spécialiste qui a été appelé à la Direction générale du Commerce : il serait assez surprenant que sa désignation fût critiquée à une époque où, sans cesse, on déclare qu'il faut faire appel aux compétences.

Il n'est pas mauvais de signaler enfin que, le 4 février, M. le Ministre des affaires étrangères répondant à une question de M. Fieullien en date du 12 janvier, disait « qu'il n'était prévu au budget pour 1926 ni traitement, ni indemnité quelconque pour les membres de la Commission diplomatique. Aucune dépense additionnelle, ajoutait-il, ne résultera pour le Département du fait de la constitution de cette Commission qui a un caractère consultatif ».

NOTRE EXPANSION A L'ÉTRANGER.

Ceci nous amène tout naturellement à parler de notre commerce extérieur. Il en a été question à la commission comme dans les sections. Tout en rendant hommage à l'effort que nos services consulaires ont fait depuis l'armistice, on a été unanime à déplorer l'insuffisance des efforts de l'industrie belge pour défendre à l'étranger les marchés qu'elle a conquis et se créer de nouveaux débouchés. Le Belge est un bon producteur mais un déplorable commerçant. Il y a surtout un manque d'entente, de cohésion déplorable entre nos industriels et commerçants sur le marché extérieur. Avant de critiquer nos services diplomatiques et consulaires qui, certes, ont besoin d'être améliorés et modernisés, ils feraient bien de se souvenir de la devise : « Aide toi toi-même ». Certes, les frais d'une représentation à l'étranger sont considérables. C'est pourquoi, nos industriels devraient s'unir pour établir en commun des agences, envoyer des voyageurs et se partager les grosses commandes. Hélas ! au lieu de mettre en pratique leur devise nationale, les industriels belges, très souvent, se battent entre eux à l'étranger, pour le plus grand profit de leurs redoutables concurrents allemands, anglais ou tchéco-slovaques.

En Amérique du Sud, avant la guerre, l'industrie belge était représentée presque toujours par les Allemands. Dans certaines régions de l'Afrique comme le Maroc, où il faut s'adapter aux mœurs, à la psychologie de l'indigène, nos industriels exportateurs font montre d'une prudence qui confine à la pusillanimité. Les Allemands, eux, sont admirablement outillés pour opérer à l'étranger avec leurs banques spéciales pour l'exportation, qui donnent des crédits à long terme. Récemment, dans les pays baltes, nous constatons que la Belgique, grosse acheteuse de lin et de bois, n'exporte presque rien parce qu'elle n'a pas d'agents sur place. L'Allemagne absorbe plus de 80 p. c. des importations de la Lettonie. La France semble vouloir faire un effort. Nous avons rencontré à Riga un de ses nationaux qui avait la représentation d'une douzaine d'usines textiles : une soierie de Lyon, une fabrique de cotons imprimés de Mulhouse, une draperie, etc. Pourquoi une dizaine de firmes belges ne pourraient-elle s'entendre semblablement pour envoyer à frais communs des agents dans certains pays particulièrement intéressants? Les jeunes ingénieurs commerciaux sortant de nos instituts d'Anvers et de Mons peuvent fournir un personnel qualifié. De même, nos industriels, tenus de respecter certains délais par l'exécution d'ordres importants, pourraient se partager la commande. Mais de cela, sauf de rares exceptions, il ne veulent pas entendre parler. Ils préféreraient parfois s'entendre avec des Anglais ou des Allemands plutôt que de donner une chance nouvelle à un concurrent de leur propre pays.

C'est une mentalité fâcheuse. Hélas! trop fréquente. Souhaitons qu'elle disparaisse le plus tôt possible. Est-il besoin de rappeler que pour notre pays plus que pour tout autre, l'exportation est une nécessité vitale? La France et l'Allemagne ont un marché intérieur énorme. Pour nous, quand nous produisons 10, nous devons exporter 6 et pour certains articles, 9.

Le Comité permanent de l'exportation, créé en août 1922, pour continuer l'œuvre commencée par le Congrès national de l'Exportation qui s'est tenu à Bruxelles, les 28, 29 et 30 avril de cette même année, a répandu abondamment dans le pays une brochure fort claire et bien documentée qui montre d'une façon lumineuse que la Belgique ne peut faire face à la nécessité d'importer d'énormes quantités de matières alimentaires, auxiliaires et premières qu'en exportant des quantités importantes de produits industriels (1).

Un membre de la Commission des Affaires étrangères, convaincu comme ses collègues de la nécessité de développer notre commerce d'exportation, a néanmoins fait observer que les affaires étaient très difficiles dans certains pays, où les tribunaux ne protégeaient pas suffisamment l'étranger, où les garanties de régularité et de solvabilité n'existaient guère. Ces difficultés existent pour les autres pays comme pour nous et ne sont point une excuse au manque de solidarité nationale dont trop souvent nos producteurs font preuve à l'étranger.

Ceci dit, il faut souhaiter qu'on augmente le nombre de nos attachés commerciaux, qu'on cherche à l'occasion des chefs de mission parmi ceux de nos consuls de carrière qui ont fait leurs preuves (2), qu'on réclame à nos ambassades, légations et consulats, des monographies d'ensemble, sobres et précises, sur certains pays, certains marchés, certaines branches d'industrie, les possibilités qui s'offrent à

(1) Lire également l'ouvrage récent de M. Van Overbergh sur les méthodes d'exportation américaines.

(2) En Amérique, diplomates et consuls figurent sur une même liste, par ordre de traitements.

notre commerce d'exportation. Il nous paraît désirable aussi que nos agents à l'étranger, nos consuls et attachés commerciaux surtout, reviennent de temps en temps, quand c'est possible, quand leurs postes ne sont pas trop éloignés, dans la mère-patrie pour visiter des usines, des foires commerciales, etc.

Pour la propagande belge à l'étranger en général, il est à supposer que l'Office National du Tourisme qui vient d'être créé, se tiendra en contact avec nos agents consulaires.

PROPAGANDE ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE A L'ÉTRANGER.

A plusieurs reprises, à la Commission ou à la Chambre, un membre a exprimé le vœu que le Ministère des Affaires Étrangères ne se désintéresse point de notre rayonnement intellectuel à l'étranger. Notre propagande artistique et littéraire, en particulier mérite d'être soignée. Nos grands peintres du passé ou de l'école moderne, nos musiciens, nos écrivains seront toujours nos meilleurs ambassadeurs à travers le monde civilisé. Qui ne voit le haut profit moral que nous avons retiré de l'admirable rétrospective d'art belge qui eut lieu à Paris, aux Tuileries, en 1923? Le mois prochain, une autre exposition similaire va s'ouvrir à Berne, à laquelle notre Ministre en Suisse s'est particulièrement intéressé. On y verra nos grands peintres d'autrefois, l'École belge du XIX^e siècle et, au Kunsthalle, les manifestations les plus diverses de notre art actuel. D'autres expositions sont en projet, à Londres et à Rome. Il faut nous en féliciter.

Cependant, rien jusqu'ici n'a été prélevé sur le crédit affecté, chaque année, à notre propagande à l'étranger, pour les arts et la littérature. Le crédit s'élevait cette année à 250,000 francs.

On apprendra sans doute avec plaisir que M. le Ministre, entrant dans nos vues, vient de constituer une commission consultative de cinq membres qui s'occupera de la propagande artistique à l'étranger. Cette commission pourra coordonner les efforts que font dès à présent dans ce sens, certains de nos agents diplomatiques et consulaires. Sans doute, aura-t-elle à examiner ce que la France a fait de son côté. Le quai d'Orsay a créé récemment un office autonome de la propagande artistique à l'étranger qui reçoit un subside de l'État et peut s'assurer d'autres ressources par des dons de mécènes, des pourcentages prélevés sur des ventes d'œuvres d'art, etc. Quoi qu'il en soit, nous saluons comme une première tentative heureuse la décision que vient de prendre M. le Ministre des Affaires Étrangères. Nos agents du service extérieur peuvent s'intéresser à la diffusion d'un Verhaeren, d'un Ensor ou d'un Guillaume Lekeu autant qu'au placement de nos rails et de notre verre à vitre.

L'AMÉNAGEMENT DU BUDGET.

Certaines critiques ont été présentées au sujet de l'augmentation du budget et de son aménagement. On a fait observer qu'il était en augmentation de 16 millions sur le chiffre de 1922.

Il est à remarquer que le budget de 1922, s'élevait au total à fr.	26,469,069
A ce chiffre il y a lieu d'ajouter :	
1 ^o Les crédits supplémentaires alloués.	2,458,741
2 ^o Le crédit relatif à l'indemnité de vie chère du personnel de l'Administration centrale (art. 175 du Budget extraordinaire de 1922), ce crédit étant en 1926 rattaché au Budget ordinaire.	410,800
Ce qui porte le Budget de 1922 à fr.	29,338,610

Le projet amendé pour 1926 s'élevant à fr. 38,556,642.70 est en augmentation de fr. 9,218,032.70 et non pas de 16 millions.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que les indemnités accordées pour pertes de change aux agents du service extérieur des pays à monnaie appréciée, figurent pour 6,600,000 francs, soit pour plus des deux tiers dans ce chiffre. En 1922, la perte du change était compensée totalement. Elle ne l'est plus aujourd'hui qu'à concurrence de 80 p. c. A remarquer qu'il a fallu voter un crédit complémentaire au budget de 1925, pour ces indemnités spéciales qu'on avait mal calculées.

LES PASSEPORTS.

D'aucuns ont critiqué l'importance donnée à certains services du Département. On ne connaît pas suffisamment le travail considérable fourni par le service des traductions.

Quant au bureau des passeports, il a délivré l'année dernière :

11,473 passeports ordinaires.

537 passeports diplomatiques, de chargés de mission et de service.

970 certificats « Nansen ».

882 visas diplomatiques, de chargés de mission et de service.

1231 visas de passeports belges.

3634 visas de passeports étrangers, de certificats « Nansen », etc.

Mais en ce qui concerne ce dernier service, nous croyons répondre au vœu de tous, en souhaitant que l'on mette fin le plus tôt possible, à la faveur de négociations avec les autres pays, à la choiniserie de *visas* superfétatoires qui doit coûter plus cher qu'elle ne rapporte.

Le Budget a été adopté à l'unanimité moins une voix et une abstention.

Le Rapporteur.

LOUIS PIÉRARD.

Le Président.

ÉMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1926.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIÉRARD.

MIJNE HEEREN,

Door de goedkeuring welke onlangs door de Kamer werd gehecht aan de Overeenkomsten van Locarno (1 December 1925) en aan die van Washington (18 Augustus 1925) tot consolideering van onze schulden tegenover de Vereenigde Staten van Amerika, werden twee gewichtige vraagstukken, die onze buitenlandsche politiek beheerschen, aan onze bezorgdheid ontnomen. De akkoorden van Locarno, volgende op het protokol van Londen (Augustus 1924) en het financieel akkoord van Parijs (14 Januari 1925), waardoor wegens de bekrachtiging en de uitvoering van het Dawes-plan eene oplossing aan het *Herstel-vraagstuk* werd gebracht — oplossing welke wij duurzaam hopen te zijn — hebben eveneens, ten minste voor enkelen tijd, eene oplossing bezorgd aan het niet minder angstwekkend vraagstuk van de *veiligheid* en van de handhaving van den vrede in Europa. Te recht heeft men gezegd: deze akkoorden zijn slechts de uitvoering van het Pact van den Volkenbond welke wij zijn bijgetreden, met het Verdrag van Versailles te onderteekenen. Zij geven nadere bepaling van de proceduur in zake verzoening en arbitrage, waarvan de artikelen 12 en 15 der Overeenkomst slechts eene schets weergeven.

Wat ons betreft, mogen wij zeggen dat het Rijn-pact aan ons land het internationaal statuut heeft bezorgd, dat seder de intrekking der verdragen van 1839 ons ontbrak. Benevens het militaire defensief akkoord dat wij met Frankrijk reeds hadden, bekomen wij den waarborg met Groot-Brittannië dien wij sedert het einde van den oorlog zoo hardnekkig hebben nagestreefd en ook dien van Italië dat, om gegronde redenen, niet aanwezig was bij het verdrag van 1839. Ook Duitschland

(1) Begrooting, n° 4v.
Amendement, n° 117.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit: 1° de leden van de *Commissie voor de Buitenlandsche Zaken*: de heeren Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Eckelers, Fischer, Franck, Hubin, Hymans, Janson, Jaspar, Piérard, Roemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachttert, Verammen, Winandy.

2° *Zes leden door de afdeelingen benoemd*: de heeren de Liedekerke, Verachttert, Piérard, Somerhausen, Vanden Eynde (O.) en Dojardin.

heeft zijne handteekening bij die dezer mogendheden gevoegd. Wij staan tegenover een stelsel van onderlinge verzekering, dat tegen niemand in het bijzonder is gericht. Om volledig te zijn is het niet overbodig hier bij te verklaren, dat, zoo onze veiligheid aldus bij verdrag is gewaarborgd, wij, anderzijds, afzien van onze bestendige onzijdigheid. Dit hebben wij niet gedaan met het denkbeeld avonturen op te loopen, maar met de vaste overtuiging dat wij, veeleer dan met de verplichte neutraliteit, de zaak van de vrede dienen zullen met het stelsel der verdragen van Locarno en met onze eigen veiligheid te bewerken.

NA LOCARNO.

Nadat wij, nadat de Reichstag, nadat het Parlement van Italië en dat van Engeland de akkoorden van Locarno hebben goedgekeurd, zal nu ook ongetwijfeld en eerlang het Fransch Parlement zijne goedkeuring daaraan hechten. De toetreding van Duitschland tot den Volkenbond schijnt een vereischte *sine qua non* voor de inwerkingtreding van het akkoord. Spijts den zeer heftigen politieken strijd die in het binnenland woedt, heeft Duitschland zijne toetreding tot den Volkenbond gevraagd. De zaak zal aanstaande maand te Geneve worden besproken.

Sedert de Conferentie van Locarno, hebben de mogendheden, vertegenwoordigd bij de Hooge intergeallieerde Commissie van Koblenz, in overleg met de Conferentie der Gezanten en het Militaire Comité van Versailles, beslist de eerste zone van de Rijnbezetting te ontruimen. Op 31 Januari zal de zoogenaamde Keulsehe zone volkomen ontruimd zijn.

En wel zonder dat de Regeering van het Rijk al de verplichtingen, welke zij krachtens de bepalingen van het Verdrag van Versailles betreffende Duitschlands ontwapening op zich genomen had, ten volle had vervuld. Het is hoogst wenschelijk dat Duitschland, zijnerzijds, op de nieuwe bewijzen van goeden wil, welke men aan dat land komt te geven, antwoorde door hetgeen men over den Rijn noemt: blijken die getuigen van een waren Locarno-geest. Deze geest, die is de vredesgeest en die de zedelijke ontwapening beoogt welke wellicht van grooter belang is dan de andere, heeft de kwade machten in Duitschland niet volkomen overmeesterd.

Een geding, zooals dat der « Schwarze Reichswehr » en de bedreigingen die over den Rijn worden geuit tegen sommige kloekmoedige burgers die de verborgen bewapeningen bekend maken, zijn teekenen die een kommer zijn voor de ieverigste voorstanders van de in 1924 begonen politiek welke te Locarno hare bekroning kreeg.

HET VRAAGSTUK DER ONTWARENING.

Zou het Duitschevolk er in toestemmen een oorlog van weerwaak te weren? Zou Duitschland bij machte zijn den oorlog te voeren? En hoe zou Duitschland oorlog kunnen voeren? Dit zijn de onderscheidene punten welke door de militaire intergeallieerde contrôle-commissie in Duitschland werden onderzocht. Wij meenen, dat op de eerste vraag iemand die thuis is in de politieke en sociale stroomingen alsmede in den moreelen ontwikkelingsgang van het Duitsche volk, gemakkelijker een antwoord zal verstrekken dan officieren dit kunnen doen die gewoonlijk hun grootste belang hechten aan de vraagstukken van effectieven en bewapening. Doch wanneer het deze stoffelijke elementen geldt, de mogelijkheden, m.a.w. de militaire « potentia » van Duitschland, dan kan men vertrouwen hebben in de contrôle-commissie, in afwachting dat zij ontbonden wordt. De ontwapening van Duitschland waarop

zij het oog houdt, werd in het Verdrag van Versailles slechts voorzien als een preludium van de algemeene ontwapening. Deel V van het Verdrag (militaire, zeemacht- en luchtvaartbepalingen) vangt aan als volgt: « Om de voorbereiding tot eene algemeene beperking van de bewapening van alle Mogendheden mogelijk te maken, verbindt Duitsehland zich tot het nauwkeurig nakomen van de hierna vermelde militaire, zeemacht- en luchtvaartbepalingen ».

De overwinnaars van den oorlog 1914-1918 moeten de gedachte van een eenzijdige ontwapening laten varen. Nu Locarno een voldongen feit is, is ook het vraagstuk der ontwapening een van deze welke zich het meest op ringen aan de aandacht van de Regeeringen en van den Volkenbond. Frankrijk heeft bewezen dat het bereid was die taak aan te vatten. In het Britsch Parlement, op 2 Februari laatstleden, tijdens de bespreking van het adres dat de Troonrede moest beantwoorden, verklaarde de Eerste Minister, de heer Baldwin: « Van ganscher harte zullen wij pogen de verbintenis na te komen die aangegaan werd betreffende de ontwapening en het Pact van den Volkenbond. »

In onze Commissie van Buitenlandsche Zaken was er, ter gelegenheid van het onderzoek dezer begrooting, sprake van de Conferentie die dit ontwapeningsvraagstuk zal bespreken; laat ons met meer duidelijkheid zeggen dat er sprake was van de vermindering der bewapening. Men heeft er eensgezind, met voldoening, kennis genomen van de toetreding der Vereenigde-Staten tot deze toekomstige conferentie en van de zeer waarschijnlijke toetreding van Sowjet-Rusland. Het is echter waar dat, op dit oogenblik, er slechts, voor eene min of meer nabije toekomst (de eerste helft van Mei, waarschijnlijk), sprake is van een voorbereidende conferentie, waar men het plan der besprekingen dier belangrijke bijeenkomst zal vaststellen.

Wij kunnen er niet aan denken hier de volledige geschiedenis van het ontwapeningsvraagstuk sedert den wapenstilstand te schetsen.

Het weze voldoende er aan te herinneren dat dit vraagstuk steeds nauw verbonden was met het vraagstuk der veiligheid. De resolutie XIV, aangenomen tijdens den derden zitting van den Volkenbond, verkondigt dit duidelijk. Het is zelfs de tijdelijke gemengde bewapeningscommissie van den Volkenbond die het ontwerp van het verdrag tot wederzijdschen bijstand (werk van Lord Robert Cecil en van kolonel Refuin) voorbereidde, vóór het Protocol van Genève en de verdragen van Locarno.

De zesde vergadering van den Volkenbond, in September 1923, nam een besluit aan die den Raad uitnoodigde, op grond van artikel 8 van het Pact, om over te gaan tot een voorafgaandelijke studie voor de inrichting van een conferentie die zou bijeengeroepen worden met het oog op de vermindering en de beperking der bewapening. Men voorzag er de bijeenroeping van deze Conferentie, zoodra voldoende voorwaarden ten opzichte van de algemeene veiligheid zouden bereikt zijn.

Na de overeenkomst van Locarno, oordeelde de Raad dat het goed was dadelijk de voorbereidende maatregelen te nemen. Hij riep, vóór den 3^{de} December 1923, het Comité van den Raad bijeen en gelastte het de door de besluiten der Volkenbondsvergaderingen gestelde vraagstukken in hun geheel te onderzoeken, namelijk wat betreft de inrichting en de werking van het organisme dat belast is met het voorbereidend werk tot het houden der Conferentie, alsook de bepaling der vraagstukken die aan een voorbereidend onderzoek moeten onderworpen worden. Dit Comité maakt een plan op, dat door den Raad van den Volkenbond in zijnen laatsten zitting goedgekeurd werd.

De voorbereidende Commissie is samengesteld uit vertegenwoordigers der Staten, leden van den Raad van den Volkenbond, der vertegenwoordigers van landen die zich, ten aanzien van het ontwapeningsvraagstuk, in een specialen toestand bevinden om redenen van geografischen aard : Bulgarije, Finland, Nederland, Polen, Roemenië en het Rijk der Serven, Croaten en Slovenen, Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika en de Unie der Sociaal-Sowjet-republieken worden insgelijks verzocht deel uit te maken van de Commissie. Elke Staat die bij de Commissie niet vertegenwoordigd is, kan een memorandum insturen.

De Commissie zal de aan den Raad voor te leggen voorstellen opmaken, in overleg met de bestendige raadgevende commissie der bewapeningen, voor al wat betreft de bedoelde vraagstukken op technisch, militair, zee- en luchtvaartgebied—en in overleg met eene gemengde Commissie voor wat den economischen kant dezer vraagstukken aangaat.

Deze Commissie zal bestaan uit twee leden der economische inrichting, twee leden der afdeling « doorvoer » van den Volkenbond, twee leden van de groep « werkgevers » en twee leden van de groep « werknemers » van den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau, en al de deskundigen welke zij desgevallend noodig acht.

Het programma der te onderzoeken vraagstukken wijst inzonderheid op de bepaling der bewapeningen; op de vermindering en de beperking der bewapeningen; op de mogelijkheid de bewapeningen van een bepaald land met die van een ander te vergelijken; op de « offensieve » en de « defensieve » bewapeningen; op de beginselen tot vaststelling van de verhoudingen tusschen de bewapeningen die aan de landen kunnen worden toegekend; op de burgerlijke en de militaire vliegtuigen; op de ontwapeningen in verband met de gewestelijke veiligheid, en, om de beperking der bewapeningen gemakkelijker te bepalen, op de mogelijkheid naar de middelen te zoeken om, met den wederzijdschen economischen en militairen steun voorzien bij artikel 16 van het Pact, naar de geschikte middelen te zoeken tot snelle optreding ingeval van aanval.

Er dient te worden opgemerkt dat, om de bewapeningsverhouding der verschillende landen te bepalen, men in acht zal nemen hetgeen men noemt de oorlogs-potentia der verschillende Staten, te zeggen hunne demographische, economische en industriele macht. (Getal inwoners, middelen in geld en andere, geographische ligging, uitgestrektheid en aard van hunne verkeerswegen ter zee, dichtheid en aard der spoorwegen, zwakke grenspunten en de machtige centrumts bij de grens gelegen, enz.)

HERNEMING VAN DE BETREKKINGEN MET RUSLAND.

In sommige afdeelingen van de Kamer, die de begroting hebben onderzocht, is er bij die gelegenheid spraak geweest over de herneming der betrekkingen met Rusland.

Na de conferentiën van Genua en den Haag (1922) werd het vraagstuk tijdelijk uit onze bekommelingen geweerd. Doch, sedertdien, hebben tal van landen, waaronder Frankrijk, akkoorden gesloten met de Republiek der Sowjets.

Wij willen er niet breed over uitweiden, van welk hoog politiek belang het voor het behoud van den wereldvrede is, dat West-Europa geregelde betrekkingen herneme met een land dat meer dan 160 millioen inwoners telt en waarvan wij hier het binnenlandsch regime niet hebben te beoordeelen. Dat laud heeft er niets bij te winnen met buiten den kring en den gang van het Europeesch leven te

blijven. Wij hebben er ook niets bij te winnen dit land door een Chineeschen muur van ons af te scheiden.

Onmiddellijk na de onderteekening van de verdragen van Locarno heeft de heer Benès, Minister van Buitenlandsche Zaken van Tsjeeko-Slowakije, het volgende verklaard : « Ik denk dat wij tot een tweede Locarno zullen komen, waar heel Europa zich met Rusland zal verstaan, en ik voeg erbij : het zal tot het grootste nut én van Rusland én van Europa wezen. »

Men kent den zeer bijzonderen toestand van ons land tegenover Rusland, toestand die zeer verschilt van dezen in Frankrijk. Voór den oorlog werden aanzienlijke Belgische kapitalen in de Russische nijverheid belegd. De Belgische ondernemingen in dit land worden geschat op 2 1/2 milliard goud-frank.

Velerlei regelingen zijn mogelijk voor de in Rusland werkende Belgische vennootschappen, waarvan het Belgisch Parlement onlangs het wettig bestaan heeft verlengd. Wat er van zij, naast de belangen, hoe achtenswaardig zij ook wezen, van deze maatschappijen en van hunne aandeelhouders, of van de Belgische arbeiders die hun spaarpenningen in Rusland gelaten hebben, zijn er vele andere waarmede eveneens dient rekening gehouden.

Wij denken aan de steeds talrijker wordende Belgen die handel willen drijven met Rusland en die daar zelfs reeds op eigen risico zijn mee begonnen zonder door een handelstraktaat of door normale diplomatische betrekkingen beschermd te zijn. Van nu af koopen Antwerpse huizen in Rusland graan, hout en vlas. Eenige Belgische fabrieken voeren naar Rusland weefsels uit. Van Leningrad zijn, te Antwerpen en te Gent, reeds enkele booten aangekomen. Deze feiten spreken luider dan alle theoretische redenceringen, Het is beter daarmede rekening te houden, en ze zoodra mogelijk door overeenkomsten te bekrachtigen. Twee methodes liggen voor ons : de geschilpunten erkennen en vervolgens bespreken, of vooraf onderhandelen en daarna erkennen, indien men het eens wordt.

Op 30 Juni l. l. heeft de Minister van Buitenlandsche Zaken in de Kamer van Volksvertegenwoordigers uiteengezet aan welke voorwaarden, naar zijn oordeel, België de Sowjetregering moest erkennen.

Het valt niet te loochenen dat deze erkenning nog op hevigen tegenstand stuit bij een gedeelte van de bevolking, waarvan eenige leden der Kamer de tolk zijn geweest, en het schijnt ons wenschelijk de openbare meening voor te bereiden door de ontwikkeling van de handelsbetrekkingen die voor beide landen belang opleveren. Ik wijs op Tsjeeko-Slowakije dat eerst met Rusland een handelsverdrag had gesloten en nu op het punt staat tot de diplomatische erkenning over te gaan.

Zoo wij goed zijn ingelicht is de Minister van Buitenlandsche Zaken voornemens, in overleg met de Sowjetvertegenwoordigers te onderzoeken in welke mate het mogelijk is de wederaanknooping van de betrekkingen door eene handelsovereenkomst aan te moedigen.

Daarover ondervraagd te Parijs, op 15 December laatstleden, door het Belgisch Telegraphisch Agentschap, heeft de heer Tchitcherine, Commissaris van Buitenlandsche Zaken van de U. R. S. S., natuurlijk verklaard dat de erkenning *de jure* het sluiten van handelsovereenkomsten moest voorafgaan, en dat hij van nu af geene verbintenissen kon aangaan betreffende de Belgische ondernemingen in Rusland. Hij verklaarde zich evenwel bereid elk geval afzonderlijk te willen onderzoeken. Hij heeft er ten slotte op gedrukt welk belang de U. R. S. S. hechte aan het verkrijgen van credieten in het buitenland. Al degenen die in de laatste tijden handel hebben gedreven met Rusland, zeggen dat deze kwestie van

het crediet evenveel plaats inneemt in de betrekkingen met den dienst van den buitenlandschen handel, als in de onderhandelingen die de Sowjetregeering voert met andere Regeeringen.

HET BELGISCH-HOLLANDSCH VERDRAG.

Een lid van de Commissie heeft gevraagd hoe ver wij stonden met onze betrekkingen tot Nederland.

Een Belgisch-Hollandsch traktaat werd onderteekend op 3 April 1925 door de heeren Hymans en van Karnebeek, en moet ter goedkeuring onderworpen worden aan het Belgisch Parlement en aan de Staten-Generaal. De Nederlandsche Regeering heeft de Belgische Regeering gewezen op de verkeerde verklaringen waartoe de tekst van dit traktaat in Holland aanleiding gaf, en heeft gevraagd sommige punten nader te willen toelichten om de aanneming van de overeenkomst door het Parlement van 's Gravenhage te vergemakkelijken. De Belgische Regeering heeft de bespreking daarover aangenomen en onderhandelingen zijn thans aan den gang.

Na de ontroering die enkele jaren geleden tot uiting kwam, schijnt de Belgische openbare meening zich te hebben neergelegd bij het tegenwoordig ontwerp van overeenkomst dat hoofdzakelijk eene technische overeenkomst is betreffende de tegenwoordige en toekomstige waterwegen die aan beide landen gemeen zijn, terwijl het Wielingenvraagstuk onopgelost blijft. Voorzeker, in sommige kringen blijft er nog hevig verzet bestaan (zie het artikel dat de heer Hervy-Cousin onlangs in de *Revue Générale* liet verschijnen.)

Maar over het algemeen bestaat er bij ons volk een ernstig verlangen om eindelijk uit de verwarring en de onzekerheid te treden, een eind te maken aan de al te lange besprekingen tusschen twee landen die, zooals men dikwijls heeft gezegd, elkander aanvullen en er beide belang bij hebben betrekkingen van goede buurschap te onderhouden.

DE BELGISCH-LUXEMBURGSCHE OVEREENKOMST.

In de Commissie voor de begroting is er eveneens sprake geweest over onze economische overeenkomst met Luxemburg en over sommige moeilijkheden die wij bij de toepassing ontmoeten. Reeds in Juli l. l., bij de behandeling van de begroting voor 1925, heeft de achtbare verslaggever, de heer Standaert, naar aanleiding van de economische unie, in de Kamer het volgende gezegd :

« België kan er wel in toestemmen het raderwerk degelijk te smeren, maar het kan niet toelaten dat er één wielje vervangen wordt ».

Zooals men weet zijn er thans onderhandelingen aan den gang tusschen de Belgische Regeering en de Luxemburgsche Regeering.

Onder de bijzonderste punten van deze onderhandelingen halen wij aan :

1^o *Het spoorwegvraagstuk.* — De exploitatie van het Luxemburgsch spoorweg-net met normale lijn moet, krachtens artikel 24 van het Verdrag, geschieden volgens eene overeenkomst tusschen België en Luxemburg. Daar het akkoord dienaangaande in 1924 tusschen de twee Regeeringen gesloten door het Groot-hertogelijk Parlement werd verworpen, heeft de heer Prüm aan de Belgische Regeering eenige vingerwijzingen gegeven betreffende de grondslagen van eene nieuwe overeenkomst. In overleg met de andere betrokken departementen, legt het Ministerie van Buitenlandsche Zaken op dit oogenblik de laatste hand aan de

juiste formules die binnen kort aan de Groothertogelijke Regeering zullen medegedeeld worden.

2° *Het financiële vraagstuk.* — Overeenkomstig artikel 22 van het Verdrag, heeft het Groothertogdom in België eene leening aangegaan van 175 millioen frank, bestemd om de voorloopige Staatsbons, in Luxemburg uitgegeven, te kunnen intrekken, ter vervanging van de marken. De Groothertogelijke Regeering heeft er over geklaagd dat de interestenlast die haar door art. 22 wordt opgelegd, namelijk een derde van den geheelen last van 6 t. h., dus 2 t. h., te zwaar is voor de financiën van het land. In overeenkomst met het Ministerie van Financiën zoekt het Departement naar eene oplossing die, terwijl zij de bepalingen van het Verdrag onaangeroerd laat, aan het Groothertogdom zekere voordeelen zou verleenē welke dezen last minder drukkend zouden maken.

3° *Vervoertarieven.* — De toepassing, op de Luxemburgsche metaalproducten, van de verminderde tarieven die in België worden verleend aan de gelijkaardige Belgische producten voor den uitvoer langs Antwerpen, is afhankelijk gesteld, door art. 3 van het Verdrag, van « een juist evenwicht in de voorwaarden van de voorziening met grondstoffen en van den afzet van de productie » voor de nijverheid van beide landen. Daar de paritaire Commissie, onder dit artikel voorzien, er niet toe kwam vast te stellen of dit evenwicht al dan niet bestond, en elk van zijn kant zich benadeeld achtte tegenover den andere, heeft de Belgische Regeering eenige overgangsvorstellen opgemaakt. Deze werden verworpen, en het vraagstuk zal dus voorgelegd worden aan het scheidsgerecht dat voorzien is bij art. 3 en bij art. 28 van het Verdrag.

4° *Het landbouvvraagstuk.* — Een klein geschil is ontstaan over de wijze van berekening van de toelage die, krachtens artikel 14, moet voorafgenomen worden van de gemeenschappelijke toelinkomsten ten voordeele van de Luxemburgsche landbouwers. Dit geschil werd in een voor het Groothertogdom gunstigen zin geregeld, door een akkoord voor een duur van niet meer dan vijf jaar (tot in 1927).

5° *Rechten op den alcohol.* — De minder strenge toepassing van de nieuwe accijnsrechten op den alcohol in het Groothertogdom, evenals de in dit land vastgestelde talrijke gevallen van bedrog, hebben aan de Luxemburgsche distilleerders gelegenheid gegeven aanzienlijke hoeveelheden brandewijn in België in te voeren aan voorwaarden die de mededinging van onze eigen industrieelen onmogelijk maakt. Voor de Belgische accijnzen is daardoor een ernstige bron van inkomsten verloren gegaan. Ambtenaren van beide landen onderzoeken op dit oogenblik de middelen om dien toestand te verbeteren.

De onderhandelingen gaan bovendien over verschillende andere vraagstukken, inzonderheid :

- a) De toepassing en de wijze van heffing van de Luxemburgsche invoerbelasting wat betreft onze productie;
- b) Hoe het Groothertogdom moet geraadpleegd worden bij het opmaken van de handelstractaten die nog te sluiten zijn;
- c) De vereenvoudiging van de formaliteiten voorzien door onze tolwetgeving;
- d) De gelijktijdige toepassing in de twee landen van de eventueele maatregelen tot beperking van den invoer en den uitvoer van sommige voortbrengselen.

FRANSCH-BELGISCHE BETREKKINGEN.

Daar de Fransche Regeering onlangs het besluit heeft genomen sommige tolrechten te verhoogen, heeft de Minister van Buitenlandsche Zaken zich naar Parijs begeven om te wijzen op den terugslag die deze verhooging van rechten zal hebben op onzen uitvoerhandel, die reeds zoo moeilijk geworden is door de waardevermindering van de Fransche munt, en op het *modus vivendi*. Onderhandelingen tusschen beide landen zijn daarvoor aan den gang.

In een van de afdelingen van de Kamer heeft een lid gevraagd dat er onderhandelingen zouden aangeknoopt worden met de Regeering van de Fransche Republiek om tot een stelsel van reciprociteit te komen voor de toepassing van de wetten op de ouderdomspensioenen. Wij moeten doen opmerken dat een dergelijk stelsel nu reeds bestaat voor het pensioen der mijnwerkers.

De droevige gebeurtenissen van de laatste dagen van 1923 en het begin van dit jaar hebben onze aandacht gevestigd op een ander gebied, waar wij naar onze meening doeltreffende samenwerking van de twee landen zouden moeten geraken. De vreeselijke ramp, die de overstromingen voor onze beide landen waren, houdt ernstige lessen in. Het is waarschijnlijk dat, indien sommige werken werden uitgevoerd in de valleien van de Maas, de Schelde en van hunne bijrivieren, op Fransch grondgebied, sommige streken van ons land periodiek minder zouden te lijden hebben van den snellen was van die waterloopen. En omgekeerd zouden zekere werken, bij ons uitgevoerd, niet alleen onze eigen landgenooten beschermen, maar ook onze Fransche bureu en vrienden voor echte rampen behoeden. Wij willen dit slechts illustreeren met een enkel bewijs. De watersnood was vooral zeer erg, door zijne uitgestrektheid of door zijne vernielende macht, in de grensstreek van Condé, Vicq, Saint-Aybert, Thivencelles, Hensies, Montreül, bij de samenvloeiing van de Schelde en de Haine, ten zuiden van het kanaal van Bergen. Daar stond een watervlakte van meer dan duizend hectaren aan één stuk. Ieder jaar wordt deze streek overstroomd. Welnu, de bewoners, die haar goed kennen, verzekeren dat, indien Frankrijk en België zich wilden verstaan voor het uitvoeren van sommige werken, men de menigvuldigheid en de uitgestrektheid van deze overstromingen zou kunnen verminderen. Laten wij hopen dat de deskundigen van beide landen weldra tot een akkoord komen. Eene zelfde opmerking zou kunnen gemaakt worden voor den afvoer van het water naar Holland. Er werd even op gewezen in een van de afdelingen der Kamer bij de bespreking van de begrooting.

DE HERINRICHTING VAN HET DEPARTEMENT.

Een lid, gesteund door een van zijne collegas, heeft de navolgende opmerkingen in het midden gebracht betreffende de hervormingen door den Minister van Buitenlandsche Zaken aangebracht in de organisatie van zijn Departement :

« De Minister heeft de diensten van het Bestuur der Politieke Zaken afgescheiden van deze van het Bestuur der Handelszaken; hij heeft goed gedaan, daar deze ambten samen veel te zwaar zijn voor een enkel ambtenaar, hoe groot zijne verdiensten ook wezen. Om de eenheid te bewaren en de werking te doen samengaan heeft hij, het plan hervattend dat vroeger door den heer Hymans reeds was uitgevoerd en dat later door den heer Jaspar werd verworpen, eene diplomatieke Commissie opgericht die hij, zeer gelukkig, heeft geplaatst onder het voorzitterschap van een eminenten diplomaat, baron Beyens, gewezen gezant en gewezen Minister van Buitenlandsche Zaken.

» Men dient op te merken dat deze Commissie werd ingericht door een Koninklijk besluit verschillend van het besluit tot herinrichting van het Departement. In meerderheid bestaande uit ambtenaren en met enkel een raadgevende rol, moet zij, meenen wij, beschouwd worden als een onderdeel van de inwendige administratie van het Departement. Ware dit niet het geval, dan zou hare opdracht voor gevolg kunnen hebben den Minister te dekken en hem te ontlasten van zijne verantwoordelijkheid ».

Hetzelfde lid, al verklaarde hij voor de betrokken personen evenveel achting als vriendschap te koesteren, betreurde de benoeming, als lid van de diplomatieke Commissie, van een politiek man, die in een onzer Wetgevende Kamers zetelt, die in eene groote partij eene vooraanstaande plaats bekleedt en opsteller is van een belangrijke krant van de hoofdstad. Naar zijne meening was het in strijd met het beginsel van de scheiding der machten, een parlementslid te plaatsen aan het administratief bestuur en het regeeringsbestuur, en hem een bevoorrecht invloed te verleenen, met hem de belangrijkste en de meest kiesche diplomatieke zaken te doen kennen en hem eene macht in handen te geven over hun gang en hunne oplossing.

Ten slotte heeft dit lid nog voorbehoud gemaakt in zake de benoeming *ad interim* tot Directeur Generaal van den Buitenlandschen Handel « van een persoon waarvan hij de verdienste kent, maar die zich met belangrijke private zaken bezighoudt en dien de Minister tijdelijk aan 't hoofd plaatst van een bijzonderen dienst waarin ondervindingrijke en talentvolle ambtenaren zetelen ».

Hij die deze opmerkingen deed, legde er den nadruk op dat hij zich alleen liet leiden door beweegredenen die steunen op de beginselen van de administratieve orde en de scheiding der machten.

Wij hebben inlichtingen genomen omtrent den geest waarmede de huidige Minister de nieuwe Commissie opgericht heeft.

De diplomatieke Commissie streeft er niet alleen naar de twee groote algemeene besturen van het Ministerie in verbinding te brengen en te doen samenwerken, maar ook aan den Minister toe te laten, voor de bespreking der groote vraagstukken, gebruik te maken van de bevoegdheid van zekere speciaal aangeezwen persoonlijkheden. De rol dezer commissie blijft van zuiver raadgevend aard. De Minister heeft het inzicht niet haar een gedeelte zijner macht af te staan of toe te vertrouwen en het lidmaatschap van deze Commissie brengt geen enkele afhankelijkheid met zich.

Men ziet dus niet hoe de toekenning van dergelijke functiën aan een lid van het Parlement, strijdig zou kunnen zijn met het princip van de scheiding der machten.

Het is niet overbodig er bij te voegen, dat in den loop der laatste jaren, herhaaldelijk volksvertegenwoordigers en senatoren met zendingen in het buitenland belast werden, of langdurig de Regeering vertegenwoordigden in den schoot van internationale organismen, zonder dat ooit iemand er aan gedacht heeft, daarin eene miskennis van het princip van de scheiding der machten te zien. Moest het lid van bedoelde Commissie, evenals andere Parlementsleden aan dagbladen medewerken, dan zouden daaruit slechts moeilijkheden ontstaan zoo dit lid aan wiens kundigheid men heeft willen hulde brengen, zou te kort schieten in tact en voorzichtigheid, hoedanigheden die hem natuurlijk door zijne betrekkingen met het Ministerie opgelegd zijn.

Door, ten slotte, tijdelijk beroep te doen op een speciale bevoegdheid voor het Algemeen Bestuur van den Handel, heeft men geenszins de ervaring en het talent van de ambtenaren van het bestuur in twijfel willen trekken; het bleek

echter nuttig, om de wezenlijke uitslagen van de werking der diensten te verbeteren en de banden der vertrouwensvolle medewerking die tussehen deze diensten en den uitvoerhandel moeten bestaan, nauwer toe te halen, voor het bestuur van den Handel tijdelijk beroep te doen op een bevoegd persoon van de zakenwereld.

Wij willen slechts een enkel woord toevoegen aangaande den uitstekenden specialist aan wien men het Algemeen Bestuur van den Handel toevertrouwd heeft : het zou wel verwondering baren, zoo die benoeming moest beknibbeld worden, in een tijdperk waarin men voortdurend verklaart dat men beroep moet doen op bevoegde personen.

Het is goed de aandacht er op te vestigen dat op 4 Februari, de Minister van Buitenlandsche Zaken, antwoordende op eene vraag van den heer Fieullien, den 12 Januari, verklaarde dat « in de begrooting voor 1926, noch bezoldiging, noch vergoeding van welken aard ook, voorzien was voor de leden van de Diplomatieke Commissie. Er zal geen toegevoegde uitgave voor het Departement voortvloeien uit de samenstelling van deze Commissie die een raadgevend organisme is, voegde hij er aan toe.

ONZE UITBREIDING IN HET BUITENLAND.

Dit brengt er dus natuurlijk toe te spreken van onzen buitenlandschen handel. Er was sprake hiervan in de commissie evenals in de afdeelingen. Men heeft hulde gebracht aan de inspanningen van onze consulaire diensten sedert den wapenstilstand, doch daarbij eensgezind betreurd dat Belgische nijverheid zich op onvoldoende wijze inspant om in het buitenland de markten te verdedigen die zij veroverd heeft en om nieuwe uitwegen te vinden. De Belg is een goed producent maar een zeer slechte handelaar. Er is vooral een betreurenswaardig gemis aan verstandhouding tussehen onze industrieelen en onze handelaars in het buitenland. Alvorens onze diplomatieke en consulaire diensten (die zeker verbeterd en gemoderniseerd moeten worden) aan kritiek te onderwerpen, zouden zij zich de spreuk moeten herinneren : « Help u zelf ». Stellig zijn de kosten van de vertegenwoordiging in het buitenland aanzienlijk. Daarom zouden onze industrieelen zich moeten verbinden om gemeenschappelijke agentschappen in het buitenland te vestigen, reizigers te zenden en de groote bestellingen onder elkander te verdeelen. Eilaas, in plaats van de nationale spreuk in daden om te zetten, bestrijden de Belgische industrieelen dikwijls elkander in het buitenland, tot groot voordeel van hun gevaarlijke Duitse, Engelsche of Tsjeko Slowaksche mededingers.

In Zuid Amerika was de Belgische industrie schier altijd door Duitschers vertegenwoordigd. In sommige gewesten van Afrika, zooals bij voorbeeld in Marokko, waar men zich moet aanpassen aan de zeden, de psychologie van den inboorling, geven onze industrieele uitvoerders blijk van eene voorzichtigheid die aan kleinmoedigheid grenst. De Duitschers echter zijn op bewonderenswaardige wijze toegerust om in het buitenland te werken door middel van hunne bijzondere banken voor den uitvoer, die crediet op langen termijn verleen. Onlangs moesten wij nog vaststellen, betreffende de Baltische landen, dat België, dat er in groote hoeveelheid vlas en hout aankoopt, schier niets uitvoert, omdat wij er geene agenten ter plaats hebben. Duitschland slorpt meer dan 80 t. h. op van den invoer naar Letland, Frankrijk schijnt eene poging te willen doen. Te Riga hebben wij een Franschman ontmoet die er een dozijn textielabrieken vertegenwoordigde : een zijdefabriek van Lyon, een fabriek van gekleurd katoen van

Mulhouse, eene lakenfabriek, enz. Waarom zouden een tiental Belgisch firma's niet op dergelijke manier kunnen overeenkomen om op gemeenschappelijke kosten agenten te sturen naar sommige landen die bijzonder belang opleveren. De jonge handelsingenieurs die uit onze Instituten van Antwerpen en van Bergen treden, kunnen bevoegde mannen worden.

Onze industrieelen, verplicht zekere termijnen na te leven voor de uitvoering van sommige bestellingen, zouden deze eveneens kunnen verdeelen. Maar, op enkelen uitzonderingen na, wil niemand van hen daarvan hooren. Zij zouden soms de voorkeur geven aan eene overeenkomst met Engelschen of Duitschers liever dan eene kans te geven aan een mededinger van het eigen land.

Dat is eene betreuenswaardige geestesgesteldheid die, ongelukkig, al te vaak voorkomt. Laten wij hopen, dat zij zoodra mogelijk verdwijnen. Is het wel noodig eraan te herinneren, dat voor ons land, meer dan voor enig ander, de uitvoer eene levensbehoefte is? Frankrijk en Duitschland beschikken over eene overgrootte binnenlandsche markt. Wanneer wij 10 voortbrengen, moeten wij 6 uitvoeren en, voor sommige artikelen, 9.

Het Bestendig Comité voor den uitvoer, opgericht in Augustus 1922, om het werk voort te zetten, dat door het Nationaal Congres voor den Uitvoer werd begonnen, heeft in het land op tal van exemplaren eene zeer klare en sterk gedocumenteerde brochure verspreid, dat België slechts aan grooten invoer kan doen in zake voedingswaren, bijkomende waren en grondstoffen, dan met aanzienlijke hoeveelheden industrieele producten uit te voeren (1).

Een lid van de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken, dat evenals zijne collega's overtuigd was van de noodzakelijkheid onzen uitvoerhandel uit te breiden, deed anderzijds opmerken dat de zaken in sommige landen zeer moeilijk gingen, waar de rechtbanken niet genoegzaam den vreemdeling beschermden, waar waarborg en betaalvermogen van geen tel waren. Deze bezwaren bestaan voor de anderen evenals voor ons en zijn geene verontschuldiging van het gebrek aan solidariteit waarvan onze voortbrengers vaak blijk gaven in het buitenland.

Men moet, ten andere, wenschen dat het aantal onzer handelsambtenaren verhoogd worde, dat men, bij gelegenheid, de leiders van zendingen onder deze beroepsconsuls kieze die bewijzen van bekwaamheid gegeven hebben (2), dat men aan onze gezantschappen en consulaten algemeene duidelijke en eenvoudige verhandelingen vrage over zekere landen, zekere markten, zekere nijverheids-takken, en over de mogelijkheden voor onzen uitvoerhandel. Het schijnt ons ook wenschelijk dat onze ambtenaren in het buitenland, onze consuls en vooral onze handelsambtenaren, nu en dan, als het mogelijk is, als hun werkkring niet te zeer verwijderd is, in het moederland terugkeeren, om fabrieken, handelsjaar-markten, enz., te bezoeken.

Voor de algemeene Belgische propaganda in het buitenland, moet men veronderstellen dat de onlangs opgerichte Nationale Dienst voor Tourisme met onze consuls in verbinding zal treden.

DE PROPAGANDA VOOR KUNST EN LETTERKUNDE IN HET BUITENLAND.

In de Kamer en in de Commissie heeft een lid herhaaldelijk uiting gegeven aan

(1) Zie het onlangs verschenen werk van den heer Van Overbergh op de Amerikaanse uitvoermethodes.

(2) In Amerika, komen de diplomaten en consuls op een zelfde lijst voor, en zijn zij gerangschikt volgens de bezoldiging.

den wensch dat het Ministerie van Buitenlandsche Zaken belang zou stellen in het bekendmaken van ons intellectueel leven in het buitenland. Onze letterkundige en kunstpropaganda, in het bijzonder verdient belangstelling. Onze groote schilders van het verleden en van de moderne school, onze musici, onze schrijvers, zullen steeds onze beste gezanten in de gansche beschaafde wereld zijn. Wie ziet niet het groot zedelijk nut in dat wij haalden uit de bewonderenswaardige retrospectieve tentoonstelling van Belgische Kunst die ingericht werd te Parijs, in de Tuileries, in 1923? Toekomende maand wordt een gelijkaardige tentoonstelling geopend te Bern; onze Minister in Zwitserland heeft er zich bijzonder mede beziggehouden. Men zal er onze groote schilders uit het verleden zien, de Belgische School der XIX^e eeuw en, in de Kunsthalle, de meest verscheidene uitingen van onze huidige kunst.

Andere tentoonstellingen worden ontworpen, te Londen en te Rome. Men moet er zich over verheugen

Nochtans werd tot nu toe geen enkel bedrag voorafgenomen op het crediet dat elk jaar aangewend wordt tot het voeren, in het buitenland, van onze propaganda voor onze kunst en letterkunde. Het crediet beloop dit jaar 250,000 frank.

Men zal zeker met genoegen vernemen dat de Minister het met ons eens is en dat hij een raadgevende commissie van vijf leden samengesteld heeft die zich met de kunstpropaganda in het buitenland zal bezighouden. Deze commissie zal eenheid kunnen brengen in de werkzaamheden, dienaangaande, van zekere diplomatieke en consulaire ambtenaren. Zonder twijfel zal zij moeten onderzoeken wat Frankrijk te dien opzichte deed.

Het Quai d'Orsay heeft onlangs een zelfstandige dienst voor kunstpropaganda in het buitenland opgericht; het ontvangt eene toelage van den Staat en mag zich andere geldmiddelen verschaffen door giften van Maecena's, door percenten op verkoopen van kunstwerken, enz. Wat er ook van zij, wij begroeten als een eerste gelukkige poging, het onlangs door den Minister van Buitenlandsche Zaken genomen besluit. Onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst kunnen belang stellen in de bekendmaking van een Verhaeren, een Ensor, of een Guillaume Leken, evenals in den verkoop van onze spoorriggels en ons vensterglas.

SAMENSTELLING VAN DE BEGROOTING.

Van zekere zijde werd de vermeerdering en de samenstelling van de begrooting beknipt. Men heeft doen opmerken dat zij 16 millioen meer bedraagt dan in 1922.

Wijzen wij er op dat de begrooting van 1922 in haar geheel bedroeg fr.	26,469,060
Bij dit cijfer moet worden gevoegd :	
1 ^o De toegestane aanvullende credieten	2,458,741
2 ^o Het crediet voor den duurtbijslag aan het personeel van het Middenbestuur (art. 175 van de buitengewone begrooting voor 1922), terwijl dit crediet voor 1926 gebracht wordt op de gewone begrooting.	410,800
Wat de begrooting van 1922 brengt op fr.	29,338,610

Het gewijzigd ontwerp voor 1926, beloopend tot de som van fr. 38,556,642.70 bedraagt fr. 9,218,032.70 meer, en niet 16 millioen.

Men moet bovendien opmerken dat de vergoedingen, verleend voor het verlies wegens den wisselkoers, aan de beampten van den buitenlandschen dienst in de landen met hoogen wisselkoers, eene som vertegenwoordigt van 6,600,000 frank, dus meer dan de twee derden van dit cijfer. In 1922 werd het wisselkoersverlies geheel vergoed, nu slechts voor 80 t. h. Men vergeet niet dat er voor 1923 een aanvullend crediet most worden gevraagd voor deze bijzondere vergoedingen die men verkeerd berekend had.

DE PASPOORTEN.

Eenige leden hebben de uitbreiding van zekere diensten van het Departement beknibbeld.

Men weet niet voldoende welk een buitengewoon werk door de vertaaldiensten werd geleverd.

Wat den dienst der paspoorten betreft, deze heeft in het laatste jaar afgeleverd :

- 11,473 gewone paspoorten,
- 537 diplomatieke paspoorten voor degenen die belast waren met zendingen en diensten,
- 970 getuigschriften « Nansen »,
- 882 diplomatieke visas voor degenen die belast waren met zendingen of diensten,
- 1,231 visas voor Belgische paspoorten,
- 3,634 visas voor vreemde paspoorten, getuigschriften « Nansen », enz.

Wat dezen laatsten dienst betreft, drukken wij den wensch uit dat, zoo spoedig mogelijk, door onderhandelingen met andere landen, een eind worde gemaakt aan de kleingeestigheid van de overbodige visas die meer kosten dan zij opbrengen.

*
* * *

Met één stem tegen en ééne onthouding, werd de begrooting eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

LOUIS PIÉRARD.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.
